

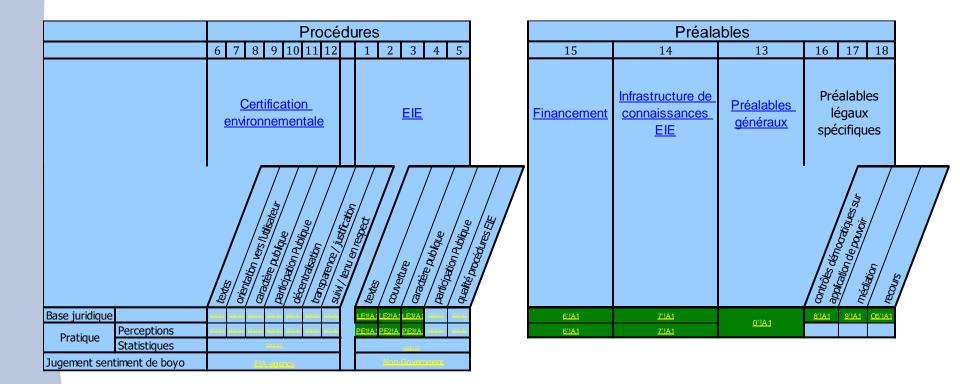
# ANALYSE DES RESULTATS DE LA CARTOGRAPHIE POUR LDIAGNOSTIC DU SYSTEME D'EIE DU NIGER :

Cadre d'analyse – Diagnostic à partir des 6 fonctions de performance du Système et propositions d'actions

Analyse et présentation :
Direction BNEE,
Karim S, George De G, Stephen T, CNEE



### Fiche Panoramique





## Cadre d'analyse : 6 fonctions de performance d'une EIE



ഗ

Ш Ш

Systèm

- Cadre réglementaire de l'EIES
- Prise de conscience et engagement dans l'EIES, y compris le financement
- Éducation à l'EIES et formation professionnelle
- Conseils sur les procédures et la pratique d'EIES (service d'assistance)
- Suivi de la réalisation de l'EIES (Mise en ouvre PGES)
- Échanges professionnels sur l'EIES







Processus

- Prépare
- Met en oeuvre
- Influence
- Suive & évalue



# 1. Analyse des éléments du contexte de développement de l'EIE :

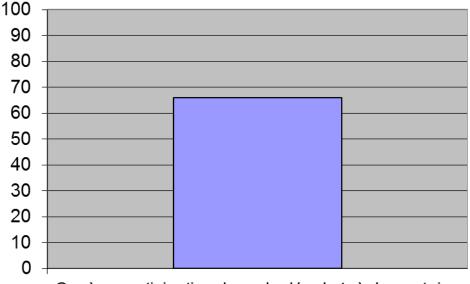
considérations internes et externes au décideur



#### Réceptivité politique pour une EIE

efficace: implication des parties prenantes dans la rédaction des textes légaux

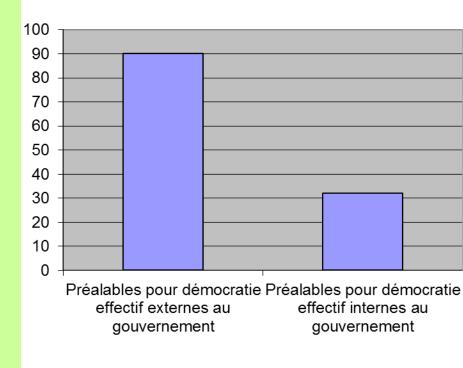
- Implication effective des principales parties prenantes dans l'élaboration des textes (67%)
- Influence positive sur :
  - Acceptabilité des textes
  - La prise en compte des préoccupations et des aspects particuliers des projets sectoriels et de l'environnement





# Réceptivité contextuelle pour une EIE efficace

- Un contexte démocratique global très favorable au développement de l'EIE (90%): autonomie verbale, indépendance de la justice, Etat de droit et dynamisme des ONGs
- Des préalables démocratiques interne pour l'autorité compétente qui sont moyens (32%):
  - décideur non élus,
  - Cependant, pas de conflits d'intérêt et peut résister aux pressions extérieures

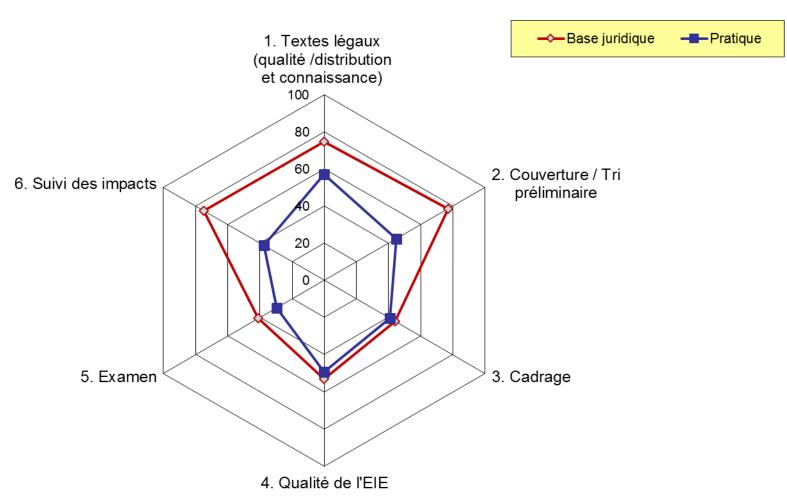




# 2. Analyse des textes juridiques et règlementaires sur l'EIE



## Forces et faiblesses du Cadre réglementaire de la Procédure d'EIE





### Performance sur les des étapes du processus d'EIE

Base juridique performante à 61% - satisfaisante: analyse basée sur la Loi adoptée en 2018 et les anciens textes d'application

- Bonne qualité générale des textes 74 %, notamment pour le Tri préliminaire (77%) et le Suivi des impacts
  - Tri préliminaire : possibilité d'aller au delà de la liste ou de faire un surclassement
- Cadrage et examen du rapport d'EIE à consolider dans les textes : à prendre en compte dans les textes en élaboration (décret et arrêtés)
- Qualité moyenne des exigences sur le contenu du rapport d'EIE : besoin de revoir la structuration et contenu du rapport

Etapes	Base juridiqu e
1. Textes légaux (qualité /distribution et connaissance)	74
2. Couverture / Tri préliminaire	
3. Cadrage	77
4. Qualité de l'EIE	53
5. Examen du rapport	41
6. Suivi des impacts	75
Average	61



## Performance sur les des étapes du processus d'EIE

### Pratique de la procédure avec performante moyenne de 43% - moyenne :

- Niveau de vulgarisation et de connaissance de moyenne à bonne en général
  - Accès et connaissance suffisant des textes par les Ministères et les grands promoteurs,
  - mais très faibles couvertures pour certains promoteurs, les ONGs et le Grand public
- Performance moyenne dans la pratique du Tri : Faible proportion de tri réalisés par rapport aux prévisions – Ce qui ne signifie pas nécessairement que beaucoup de projet échappent au tri, Absence de catégorisation faisait que la pratique du tri n'était pas systématique (déjà corrigé dans la
- Performance moyenne du cadrage :

Loi 2018)

- non implication des ministères de tutelle des projets
- faible participation publique et de visite de terrain
- Faible qualité du processus d'examen des rapports d'EIE : l'effectivité et la rigueur bien reconnues, Cependant :
  - Comité d'examen : faible compétence de certains membres et temps limité pour l'analyse des rapports
  - Rapport d'examen bien détaillé, mais à **améliorer sur le fond**

	Etapes de la procédure	Pratique	
	1. Textes légaux (qualité /distribution et connaissance)	57	
	2. Couverture / Tri préliminaire		
	3. Cadrage	45	
i	4. Qualité de l'EIE	41	
	5. Examen	49	
	6. Suivi des impacts	30 38	
	·		
	Average	43	

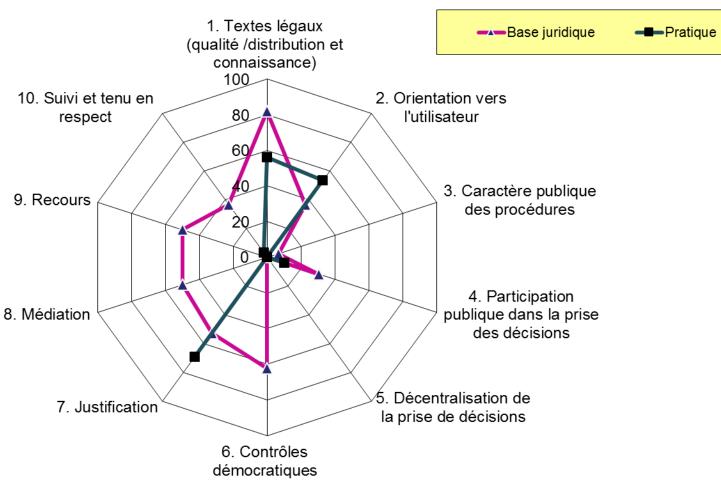


# 3. Prise de décision en EIE, certification et controle de la mise en oeuvre du PGES (suivi/inspection)

Contexte, encadrement règlementaire et pratique



# Forces et faiblesses du cadre réglementaire et la pratique en matière de prise de décision en EIE, certification et controle (inspection)





# Performance en matière de prise de décision en EIE, certification et controle – Base juridique

#### Performance moyenne de la base juridique (41 % ):

- Forces:
  - Très bonne qualité des textes : ceci réfère notamment à la nouvelle Loi sur l'EE
  - encadrement juridique du contrôle démocratique exercé par le Parlement sur l'exécutif, relativement Bon
  - Encadrement moyen de la médiation (Procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.)
- Faiblesses:
  - Faiblesse des critères de transparence du système :
    - Quasi absence d'exigence pour la publicité dans le processus décisionnel
    - encadrement moyen de l'obligation de justification et droit de recours
    - Niveau d'encadrement moyen pour la médiation et faible pour la participation: vers un guide ou un arrêté?
    - inexistence de la décentralisation: difficile à exiger à cause des faibles capacités des municipalités (compétence transférées)
  - Faiblesse des exigences pour la qualité des service au Promoteur : autorités compétentes et Consultants
  - Faible encadrement Surveillance, Suivi et le Contrôle : besoin en guides et/ou référentiels de rapportage

	Base
	juridique
1. Textes légaux	
(qualité /distribution et	
connaissance)	82
2. Orientation vers	
l'utilisateur	36
3. Caractère publique	
des procédures	7
4. Participation	
publique dans la prise	
des décisions	30
5. Décentralisation de	
la prise de décisions	0
6. Contrôles	
démocratiques	62
7. Justification	53
8. Médiation	50
9. Recours	50
10. Suivi et tenu en	
respect	37
Average	41



# Performance en matière de prise de décision en EIE, certification et controle – Pratique

#### Niveau de performance de la pratique (19 %):

- Forces:
  - Distribution et connaissance moyenne des textes
  - Bonne performance pour la justification de la décision : cahier de charge pour les certificats accordés, justification de la décision de rejet
  - Efforts moyen pour la qualité des services fournis aux Promoteur: appréciation unanime, mais des outils d'amélioration manquent (Guichet unique, Help-Desk, etc.)
- Faiblesses:
  - Absence totale de publicité à certaines étapes clés de la procédure
  - Contrôle démocratique, décentralisation et recours judiciaires non pratiqués
  - Participation publique notamment : cadrage, réalisation de l'EIE, suivi ...
  - Pratique de Surveillance, Suivi et le Contrôle :
    - besoins de plus de rigueur et exigence de rapports de suivi,
    - nécessité d'exploitation des rapports de surveillance et suivi pour orienter et optimiser les inspections,
    - nécessité de retour sur les résultats des inspections, etc.

	Base
	juridique
1. Textes légaux	
(qualité /distribution	
et connaissance)	56
2. Orientation vers	
l'utilisateur	53
3. Caractère publique	
des procédures	0
4. Participation	
publique dans la	
prise des décisions	10
5. Décentralisation de	
la prise de décisions	0
6. Contrôles	
démocratiques	0
7. Justification	69
8. Médiation	0
9. Recours	0
10. Suivi et tenu en	
respect	3
Average	19



# 4. Performance des acteurs dans leurs rôles respectifs définis selon les règles de l'art



#### Promoteur:

- Rôles d'initiateur du projet très clair
- Responsabilité dans le cadrage pas toujours compris (fournisseur d'information): qualité des TdR, frais d'examen des TdR (à développer)
- Responsabilité dans la réalisation de l'EIE pas suffisamment développé : n'assume pas entièrement sa responsabilité dans l'élaboration et la mise en œuvre des PGES VS le Consultant a tendance à se substituer au Promoteur

#### MESU/DD - BNEE (Autorité compétente):

- Décideur pour la Certification sans ambiguïté et Décision du Tri (Clair mais à mieux développer – Risque de surcharge ?)
- Des efforts pour améliorer l'organisation du cadrage :
  - implication du Ministère de Tutelle (expertise spécialisée)
  - le Promoteur fournit les information voir le projet de TdR, mais c'est le BNEE qui est responsable de la qualité du TdR validé (document officiel du Ministre)
- Développer ses interventions dans l'examen des REIE : exigence sur la qualité du document, choix et encouragement des membres du Comité d'examen, consultation des acteurs (audience ou enquête publique), synthèse du rapport d'examen, suivi des corrections



#### Autorité sectorielle :

- Information pour le Promoteur (privé et/ou chargés de projets publics)
   et mise en contact avec l'autorité compétente
- Conseil pour le tri
- Contribution au cadrage, examen, suivi, inspection, ...
- Attention aux procédures parallèles ; promouvoir plutôt des guides sectoriels

#### Grand public incluant ONG et Associations:

- Consultation publique
  - Avis pertinent pour le cadrage: attention qui consulté ? et comment ?
  - A consulter pendant la réalisation de l'EIE (élaboration de PGES et PAR) : quelles preuves pour la qualité de la consultation ? Différence avec l'évaluation sociale

#### – Examen:

- Audience publique: information préalable et accès aux TdR et REIE, Utilisation des résultats de la consultation
- Motivation et capacité d'intervention (compétence, moyens)

#### – Surveillance/Suivi/Contrôle :

- participation au comité de suivi,
- accès aux rapports

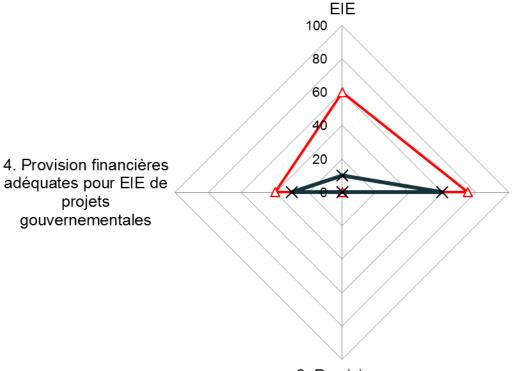


Financement de la procédure : quels fonds pour soutenir les interventions du BNEE en tant qu'activité régalienne de l'Etat



#### mer Financement de la procédure

structurelle des taches gouvernementales en



2. Financement des cadres et fonctionnement de l'autorité d'EIE

→Base juridique

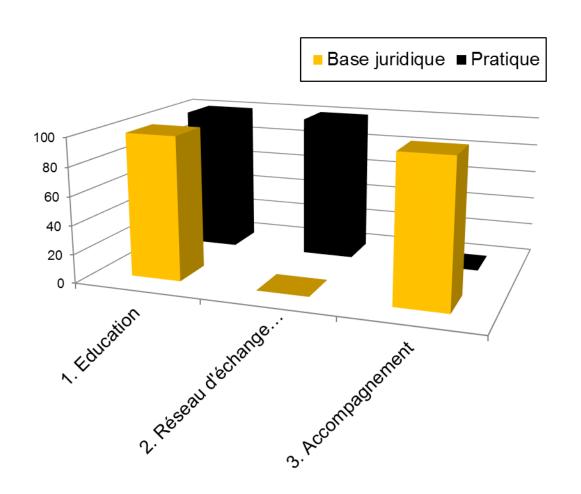
→ Pratique

3. Provisions financières adéquates pour engagement d'expertise externe

Graphique financement des taches gouvernementales dans EIE	Base juridique	Pratique	
Financement structurelle des taches gouvernementales en EIE	60	10	•
2. Financement des cadres et fonctionnement de l'autorité d'EIE	75	60	
3. Provisions financières adéquates pour engagement d'expertise			
externe	0	0	
4. Provision financières adéquates pour EIE de projets			
gouvernementales	40	30	
Average	44	25	34

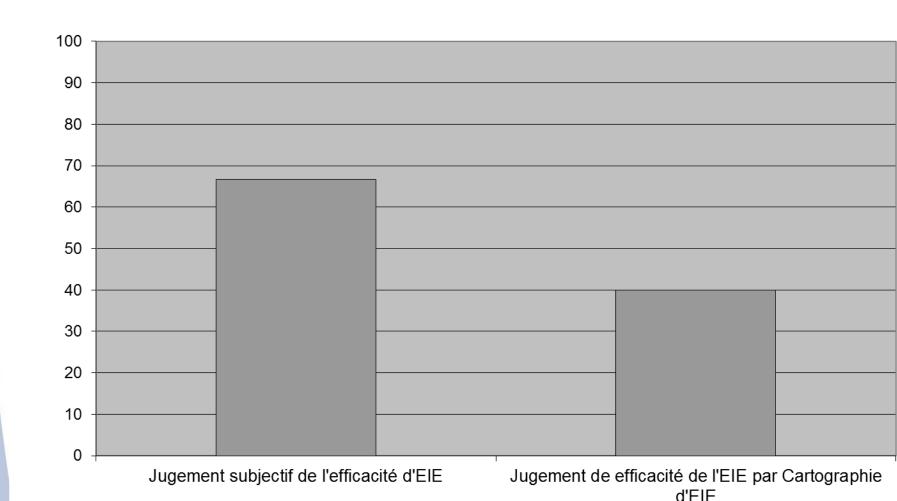


#### mer Infrastructures de développement de l'expertise : formation et échanges professionnels





### Performance du Système d'EIE





### Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration: synthèse des suggestions récoltées

Suggestion	Groupe 1 Finance	Groupe 2 PP	Groupe 3 M&P	BEEEI MESU/DD
Organiser une étude sur le financement des EIES dans les projets étatiques	<b>✓</b>			<b>✓</b>
Adopter et vulgariser les textes d'applications de la Loi sur l'EE	<b>√</b>	<b>✓</b>	<b>✓</b>	<b>✓</b>
Insister au près de Ministères sectoriels sur les compétences (profil) souhaitées pour les membres à envoyer à l'atelier de validation des REIES	<b>✓</b>			<b>✓</b>
Réaliser des formations sur la démarche, outils et méthodes de réalisation des EIES, ainsi qu'en Surveillance, suivi et contrôle	<b>✓</b>			<b>✓</b>
Impliquer les acteurs concernés à toutes les étapes de la procédure				$\checkmark$
Renforcer et systématiser les activités d'échange entre tous les acteurs et le BNEE		<b>\</b>	<b>\</b>	
Elaborer et diffuser des outils (guides sectorielles, etc.)		<b>\</b>	<b>✓</b>	
Améliorer qualité et la l'accessibilité des rapports d'examen (TdR et REIE)	<b>✓</b>		<b>✓</b>	



## Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration : constats de la mission

- Système actuel est en transition :
  - une nouvelle loi a été introduite (mai 2018)
  - un ensemble de textes d'application en préparation:
    - Des décrets sur le point d'être finalisés
    - Des arrêtés et guides divers à concevoir
  - Contribution difficile pour les projets de décrets, mais souhaitée pour les arrêtés et guides



## Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration : constats de la mission

- L'exercice de la cartographie ressort ce qui suit
  - Points forts :
    - système est opérationnel
    - fonctions administratives bien assurées
    - plusieurs EIES réalisées dans le respect de la procédure nationale et des règles de l'art
    - impacts positifs sur l'avancement des projets sont reconnus par les différents acteurs



#### Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration : constats de la mission

- Suggestions d'activités spécifiques :
- Analyse/amélioration des textes d'application en lien avec la cartographie
- Atelier 'rôle ONG' avec les ONG.
- Formation sur la démarche, outils et méthodes de réalisation des **EIES**
- Formation 'évaluer l'EIES'
- Création (ou renforcement) d'un cadre d'échange entre tous les acteurs, y-inclus le BNEE
- Élaboration et diffusion des outils, comme guides sectoriels et manuels d'examens des REIES
- Améliorer la disponibilité des rapports issus de toutes les étapes de la procédure : documentation et base de données 25



## Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration : constats de la mission

- Suggestions d'activités spécifiques du BNEE :
- Étude organisation financement ; éléments là-dedans :
  - Organiser et financer le cadrage et l'évaluation des EIES
  - Organiser et financer l'évaluation des audits environnementaux
  - Organiser et financer les inspections
  - Organiser et financer les analyses laboratoires
  - Organiser et financer une base de données
  - Opérationnaliser le Fond pour l'Évaluation Environnementale
  - Comment inclure les 'conventions'
- Échanges avec les PTF sur un appui pour l'introduction des résultats d'un tel étude.



# Pistes de réflexions pour les actions d'amélioration : autres suggestions

 Autonomie administrative et financière : une solution à plusieurs problèmes relevés

 Renforcement des capacités : quelles formations prioritaires ?

 Développement de guides : quels secteurs prioritaires et quels financements possibles ?